

Le salaire minimum

Activités pour l'élève



1 - La définition du salaire minimum

Document 1 : Qu'est-ce-qu'un salaire minimum ?

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (ou SMIC) est le salaire minimum légal en France. Il correspond à un salaire horaire en dessous duquel, légalement, aucun salarié de plus de 18 ans ne doit être payé quelle que soit la forme de sa rémunération (au temps, au rendement, à la commission ou au pourboire...). Il remplace, depuis une loi du 2 juillet 1970, le salaire minimum interprofessionnel garanti (ou SMIG), crée en 1950.

Ce remplacement du SMIG par le SMIC traduit de fait une rupture dans la conception même de ce que l'on entend par salaire minimum. Le SMIG était considéré à l'origine comme « un minimum social dû à tout salarié qui apporte son travail à une entreprise » alors que le SMIC est versé « aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles, pour garantir leur pouvoir d'achat et une participation au développement économique de la Nation. »

Mise en place en 1952, la revalorisation du SMIG est calculée en fonction de l'évolution des prix. Quant à celle du SMIC, depuis 2010 et ce au premier janvier de chaque année, elle est calculée en fonction de l'évolution des prix à la consommation et de la demi-hausse du pouvoir d'achat du salaire horaire de base ouvrier. A cette revalorisation minimale « mécanique » peut s'ajouter un éventuel « coup de pouce » dont l'existence et l'ampleur sont à la discrétion du gouvernement.

Exercices

1. Expliquer en quoi le SMIG et le SMIC correspondent à deux conceptions différentes de ce que l'on entend par salaire minimum ?
2. Vous recherchez, sur le site lafinancepourtous.com, quel est le montant du salaire horaire minimal légal en France actuellement. Combien de salariés sont-ils concernés ?



Document 2 : Salaire minimum brut dans les pays de l'Union européenne (en euros, par mois)

	2010	2011	2012	2013
Allemagne	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-
Belgique	1 388	1 415	1 444	1 502
Bulgarie	123	123	138	159
Chypre	-	-	-	-
Croatie	385	381	373	372
Danemark	-	-	-	-
Espagne	739	748	748	753
Estonie	278	278	290	320
Finlande	-	-	-	-
France	1 344	1 365	1 398	1 430
Grèce	863	863	877	684
Hongrie	272	281	296	335
Irlande	1 462	1 462	1 462	1 462
Italie	-	-	-	-
Lettonie	254	282	286	287
Lituanie	232	232	232	290
Luxembourg	1 683	1 758	1 801	1 874
Malte	660	665	680	697
Pays-Bas	1 408	1 424	1 447	1 469
Pologne	321	349	336	393
Portugal	554	566	566	566
République tchèque	302	319	310	312
Roumanie	142	157	162	158
Royaume-Uni	1 076	1 136	1 202	1 264
Slovaquie	308	317	327	338
Slovenie	597	748	763	784
Suède	-	-	-	-

Source : Eurostat, janvier 2013

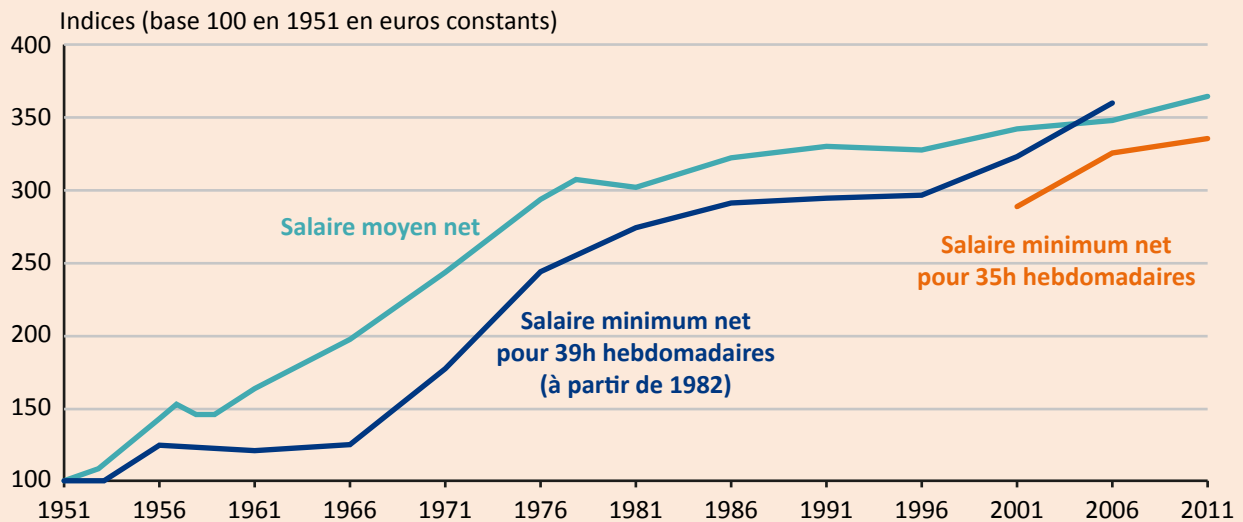
Exercices

1. Qu'appelle-t-on le salaire minimum brut ? Quelle est la différence entre le salaire minimum brut et le salaire minimum net ?
2. Exprimer, à l'aide d'un outil statistique approprié, la différence entre le montant du salaire minimum brut en France et au Portugal en 2013 ?
3. Comment peut-on expliquer cet écart de salaire minimum constaté entre ces deux pays ?
4. Si on compare l'évolution du SMIC entre la France et le Royaume-Uni, quel est le pays où la croissance du SMIC a été la plus forte entre 2010 et 2013 ?
Pour faire ce calcul, utiliser la fiche « Savoir-faire applicable aux données quantitatives : les calculs de répartition et les calculs de variation » du site de lafinancepourtous.com.
5. Pourquoi ne dispose-t-on pas des mêmes données statistiques sur le SMIC pour l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche, la Finlande, l'Italie, la Suède et Chypre ?
6. Quel est le pays européen où l'on constate, à la différence des autres pays, une baisse du SMIC entre 2010 et 2013 ? Comment pouvez-vous expliquer cette baisse ?



2 - L'évolution du salaire minimum

Document 3 : Les évolutions du salaire moyen et du salaire minimum de 1951 à 2011



Note : la série du salaire minimum tient compte des durées de travail depuis 1951. De 2000 à 2005, le salaire minimum est représenté à la fois pour 39h et pour 35h. A partir de 2006, seul le salaire minimum pour 35h demeure représenté.

Champ : Salariés à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques. France.

Source : Insee

Exercices

1. Expliquer l'expression utilisée dans le tableau « en euros constants » ?
2. Analyser l'évolution du SMIC depuis 1951 en distinguant quatre périodes caractéristiques.
3. Comparer l'évolution du SMIC avec celle du salaire moyen à partir des années 70.

3 - Les enjeux du salaire minimum

Document 4 : La création du salaire minimum : pour ou contre ?

« Si un raisonnement économique élémentaire suggère qu'une hausse discrétionnaire du niveau de salaire au-delà du niveau qui équilibre offre et demande de travail doit, toutes choses égales d'ailleurs, diminuer le niveau d'emploi et créer du chômage, l'analyse économique du salaire minimum est en fait bien plus nuancée. D'une part, le raisonnement précédent se réfère à un marché du travail fonctionnant de façon parfaitement concurrentielle, une hypothèse forte, pour ne pas dire irréaliste. D'autre part, la clause « toutes choses égales d'ailleurs » s'applique rarement en économie. Dans le cas présent, par exemple, on ne saurait ignorer les effets du salaire minimum qui passent par une augmentation de la demande finale dans l'économie et sont susceptibles de contrecarrer ou affaiblir l'effet initial de contraction de l'emploi. De même, on ne peut pas ne pas prendre en compte l'hétérogénéité du travail et le fait qu'une hausse du salaire minimum ne concerne qu'un segment de l'emploi et se diffuse imparfaitement aux salaires qui se situent au-dessus du minimum ».

Source : Salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Rapport du groupe d'experts sous la présidence de François Bourguignon - INSEE 2013

Exercices

1. Représenter et expliquer l'analyse néo-classique du marché du travail évoquée dans le rapport.
2. Montrer en quoi la fixation d'un salaire minimum peut perturber le fonctionnement du marché du travail ? Que peut-on en conclure quant à l'existence du SMIC ?
3. Quel est le principal argument, avancé par les auteurs, pour montrer les effets positifs du SMIC sur l'économie ? A quelle analyse théorique font-ils référence ?



Document 5 : Les effets pervers du SMIC

C'est-ce que soulignent trois économistes de gauche, anciens membres du groupe La Rotonde, qui conseillait François Hollande sur sa politique économique pendant la campagne présidentielle. Dans leur nouveau livre, intitulé *Changer de modèle*, Philippe Aghion, Gilbert Cette et Elie Cohen jugent le SMIC français « trop élevé ». Dans une économie ouverte comme celle de la France aujourd'hui, l'effet favorable sur la demande globale d'une hausse des salaires est très rapidement dépassé par l'impact négatif du renchérissement du coût du travail sur la demande de travail peu qualifié. Résultat, le SMIC français serait devenu une véritable barrière à l'emploi contre les jeunes et les travailleurs peu qualifiés, surtout dans les PME, confrontées à une situation économique difficile. « En constituant un obstacle à l'amélioration des revenus des personnes qui ne parviennent pas à trouver un emploi ou à augmenter leur nombre d'heures de travail, le SMIC se retourne en réalité contre certains de ceux qu'il est censé protéger ».

Le salaire minimum français échouerait ainsi à atteindre sa « double vocation implicite » de « fixation de la norme salariale » et de « lutte contre la pauvreté ». D'autant plus que le salaire horaire n'est pas le principal déterminant de la « pauvreté laborieuse », pointent Philippe Aghion, Gilbert Cette et Elie Cohen. Le temps de travail et les charges liées à la famille seraient bien plus pertinents pour appréhender la véritable situation d'une personne.

Source : « *Changer de modèle, de nouvelles idées pour une nouvelle croissance* » de P.Aghion, G.Cette, E.Cohen, Editions Odile Jacob in *Le Point.fr/économie* (avril 2014).

Exercices

1. Chercher, en vous aidant du site de lafinancepourtous.com, ce que l'on appelle le coût du travail ?
2. Pourquoi le SMIC français est-il jugé par ces économistes comme étant « trop élevé » ?
3. Comment peut-on expliquer que le SMIC est devenu « une véritable barrière à l'emploi contre les jeunes et les travailleurs peu qualifiés » ?

Document 6 : Le SMIC : un indispensable instrument de justice sociale ?

« Enfin, ce n'est pas un bon moment pour introduire un sous SMIC ou baisser le SMIC. Un des arguments pour toucher le SMIC est qu'il est un mauvais outil de redistribution. C'est exact puisque son objet premier est de fixer un niveau socialement acceptable d'inégalités primaires pour la plupart des bas revenus. Mais dans une perspective de diminution drastique des outils de redistribution secondaire dans le sillage de l'austérité, il devient un des rares instruments de justice sociale disponibles pour les gouvernements. C'est bien ce levier que les dirigeants conservateurs allemand et britannique mobilisent aujourd'hui pour stabiliser leurs corps sociaux, l'une par l'introduction d'un salaire minimum, l'autre par une hausse programmée de 11 %. En outre, la zone euro et, dans une moindre mesure, la zone livre sont au bord de la déflation tirée par les stratégies de déflation salariale. Ici, on peut évoquer Keynes. Au moment où les deux autres grandes économies européennes cherchent à renouer avec une dynamique salariale, ajouter une couche supplémentaire de déflation délétère serait une stratégie risquée pour la France. »

Source : Philippe Askénazy, *Le Monde* (avril 2014)

Exercices

1. Expliquer la phrase soulignée dans le texte ?
2. Quels sont les arguments de l'auteur pour dénoncer l'instauration d'un « sous-smic » ou une éventuelle baisse du SMIC ?
3. Qu'est-ce que la déflation salariale ? En quoi peut-elle se traduire par une déflation ?

